



Le « déni » de Londres face aux pertes du secteur halieutique britannique

Les pêcheurs continuent de payer les frais des pertes commerciales résultant des nouvelles exigences bureaucratiques auxquelles ils sont soumis pour exporter leurs produits de la mer vers l'UE, ont déclaré les leaders du secteur aux législateurs britanniques jeudi (4 février), ajoutant que Londres était dans le déni.

Les pêcheurs « commencent à pouvoir exporter des marchandises au sein du bloc. Nous ne pouvons donc pas dire que tout est bloqué », a indiqué Jimmy Buchan de l'Association écossaise des produits de la mer devant la commission des affaires écossaises à la Chambre des communes.

« Les exportations des produits de la mer commencent, et chaque jour la situation s'améliore un peu plus. Mais c'est loin d'être parfait », a fait savoir M. Buchan, ajoutant que « le gouvernement était toujours dans le déni. Il ne s'agit pas de problèmes de mise en route ».

En 2019, les exportations de poissons vers l'UE, d'une valeur de 1,4 milliard de livres sterling, représentaient 67 % de toutes les exportations de poisson du Royaume-Uni, tandis que 1,2 milliard de poissons étaient importés du bloc.

D'après le gouvernement Johnson, le secteur de la pêche devait être l'un des premiers à tirer profit du Brexit et de la politique commune de la pêche (PCP), les ministres britanniques avançant que la sortie du Royaume lui rapportait 750 millions de livres sterling supplémentaires.





Toutefois, tel n'a pas été le cas. La filière du poisson peine en effet à s'adapter aux nouvelles règles douanières de part et d'autre de la Manche, tant et si bien que des manifestations ont eu lieu devant les portes du 10, Downing Street.

Westminster a déjà promis 23 millions de livres sterling pour venir en aide aux structures halieutiques touchées par les retards liés au Brexit, et ce après avoir tenu informé du fait que les produits de la mer pourrissaient sur les docks avant même de pouvoir être exportés vers l'UE.

Toutefois, cette aide financière ne résout pas les problèmes causés, selon James Withers du groupe de lobbying écossais Food & Drink.

« Le secteur piscicole a demandé à pouvoir bénéficier d'une période de grâce. Mais, nous avons l'impression de nous être heurtés à mur », a-t-il expliqué aux députés de la Chambre, ajoutant que les difficultés actuelles « étaient prévisibles lorsque l'on teste un système commercial de plusieurs milliards de livres sterling en plein milieu d'une pandémie ».

De son côté, Jimmy Buchan a proposé qu'un poste-frontière européen soit établi en Écosse afin de traiter toutes les questions administratives avant le départ des camions remplis de produits de la mer vers Kent et les différents ports de la région. Il a également exhorté les autorités à accorder une période de grâce durant laquelle les biens seraient exemptés de tout processus douanier européen.

Le secteur de la pêche perd environ 1 million de livres sterling par jour en raison des nouvelles exigences bureaucratiques qu'il convient de respecter pour exporter les produits sur le marché européen. De ce fait, nombre des acteurs concernés réduisent leur nombre de prises quotidiennes jusqu'à ce que les problèmes soient résolus.



Douglas Ross, membre de la commission susmentionnée et du parti conservateur écossais a argué que le gouvernement à Edinburgh n'avait dépensé que 75 % des 200 millions de livres sterling allouées par le ministère britannique des Finances, laissant entendre qu'il y'avait encore des fonds disponibles pour aider le secteur.

Lien article :

<https://www.euractiv.fr/section/royaume-uni-en-europe/news/uk-in-denial-over-fisheries-losses-from-brexit-deal/>

